

**ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE
ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA
DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA**

I parte della 53^a Sessione ordinaria
(Parigi, 4-6 giugno 2007)

Raccomandazione n. 796 (*)

La sicurezza nel Grande Nord

Annunziata il 18 settembre 2007

L'ASSEMBLÉE,

Sur le changement climatique

(i) Alarmée par les résultats des travaux réalisés par le Groupe intergouvernemental sur les changements climatiques (GICC) qui prouvent clairement que globalement, les températures montent, que notre consommation d'énergie sous forme de carburants fossiles et les émissions de gaz à effet de serre contribuent au réchauffement général et que notre vie quotidienne et celle des populations habitant le Grand Nord sont déjà affectées par cette hausse des températures;

(ii) Convaincue que les changements climatiques, appelés à s'accélérer de plus en plus, auront une influence croissante sur les causes des conflits qui menacent la paix et la sécurité dans un certain nombre de régions du monde et rendront plus difficile la réalisation des objectifs de développement du Millénaire;

(iii) Rassurée par le fait que la crise actuelle autour des changements climatiques se produit à une période de l'histoire de l'humanité où cette dernière est non seulement capable d'évaluer comment son comportement peut avoir une incidence sur le climat général et de comprendre les causes des changements climatiques, mais est suffisamment avancée sur le plan technologique pour agir en vue de lutter-

(*) Adoptée par l'Assemblée le 5 juin 2007, au cours de sa 2^{ème} séance plénière.

contre ces changements et de les rendre au moins partiellement réversibles;

(iv) Notant que le Grand Nord et la région arctique montrent des signes de réchauffement accéléré qui exigent une action concertée de la part de tous les pays de la région afin de relever les défis et d'exploiter les opportunités que peuvent apporter des températures plus élevées;

(v) Rappelant que la majorité de la population du Grand Nord, y compris les peuples autochtones, vivent sur le territoire russe, mais que le gouvernement russe n'a pas encore formulé un concept politique clair sur la région et les défis environnementaux qui lui sont propres;

(vi) Se félicitant que le Grand Nord fasse partie de la politique de "Dimension septentrionale" de l'UE, mais convaincue que la prise de conscience de l'importance de l'Arctique pour le climat général a besoin d'être intensifiée;

(vii) Se félicitant de l'engagement de l'UE à évoluer vers une économie à faible émission de CO₂, à promouvoir le développement des ressources d'énergie renouvelables, à économiser l'énergie et à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 20% d'ici 2020;

(viii) Rappelant aussi que l'UE ne contribue que pour 15% aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et qu'elle doit atteindre ses propres objectifs si elle veut être suffisamment crédible pour convaincre les autres de réduire leurs émissions;

Sur la sécurité de l'énergie

(ix) Notant que l'UE dans son ensemble et ses Etats membres dépendent à un haut niveau des importations d'énergie sous forme de carburants fossiles, en particulier du gaz, et que certains membres sont presque totalement tributaires d'une source unique, tout en rappelant que cette dépendance a fort peu de chance de baisser dans un proche avenir;

(x) Se félicitant des efforts déployés en vue de diversifier les sources d'énergie, d'accroître l'efficacité énergétique et de développer les sources d'énergie renouvelables et des connexions intraeuropéennes en matière d'approvisionnement, ce qui est fort encourageant;

(xi) Rappelant que les options de politique étrangère et de sécurité de l'Europe sont limitées par sa dépendance vis-à-vis de certains de ses fournisseurs d'énergie et de leurs vecteurs d'approvisionnement;

(xii) Soulignant la nécessité d'une politique générale de l'énergie pour l'Europe afin d'améliorer la cohérence des aspects intérieurs et extérieurs de la politique énergétique de l'Europe (PEE);

(xiii) Convaincue que le Grand Nord est une des futures régions fournisseuses d'énergie qui doit rester une zone de faibles tensions avec un niveau élevé de stabilité politique et où la confiance mutuelle et la coopération transfrontalière peuvent prospérer;

(xiv) Persuadée qu'en cas de crise affectant la sécurité énergétique, il devrait y avoir une solidarité européenne;

Sur la sécurité dans le Grand Nord

(xv) Notant l'important programme d'investissement du gouvernement russe visant à moderniser et renforcer ses forces navales et ses systèmes d'armements stratégiques dans la région afin de consolider sa capacité de projection de forces à partir de la zone où il dispose du seul accès libre de glace à l'Atlantique;

(xvi) Notant les résultats d'une étude de l'Institut norvégien de recherche en matière de défense sur le potentiel d'une telle projection de forces d'avoir un impact direct sur l'équilibre stratégique dans la région;

**RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER
LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE
MEMBRES ACTUELS OU POTENTIELS
DE L'UNION EUROPEENNE ET DE
L'OTAN, A:**

1. Adopter une vaste stratégie de prévention des conflits qui désigne nommément les changements climatiques comme des facteurs exacerbant les causes des conflits comme, par exemple, l'accès à l'eau, aux aliments et aux terres arables, et reconnaître que de nombreux pays et de nombreuses populations, dont les peuples autochtones du Grand Nord, ont des capacités limitées pour s'adapter à des changements environnementaux inévitables et prévisibles, même si, à moyen terme, la montée des températures pouvait être enclavée;

2. Augmenter la sensibilisation à l'importance du Grand Nord pour le climat mondial et renforcer et soutenir les activités de recherche consacrées à la région bien après l'échéance de l'année polaire internationale;

3. Soutenir la Norvège et les autres pays de la région arctique en conservant le Grand Nord comme une zone de faibles tensions, ouverte à la coopération internationale en matière de recherche et selon des modalités qui permettent un plein développement de son potentiel à devenir une future région pourvoyeuse d'énergie dans le cadre d'un développement environnemental durable;

4. Mettre l'accent sur les défis pour la sécurité et l'environnement du Grand Nord en mettant en œuvre la Dimension septentrionale de l'UE et en poursuivant le développement du partenariat stratégique avec la Russie;

5. Promouvoir les discussions sur les questions de sécurité du Grand Nord dans

le cadre des forums multilatéraux régionaux existants, notamment dans ceux dont la Russie fait partie;

6. Inclure les aspects extérieurs de la politique énergétique et le rôle du Grand Nord dans la formulation de la Politique énergétique de l'Europe (PEE) telle que proposée par le Conseil européen en mars 2007;

7. Charger le Comité politique et de sécurité de l'UE (COPS) et le Haut Représentant de l'UE ainsi que le Centre de situation d'élaborer des analyses des risques et des menaces tenant compte des évolutions dans les pays fournisseurs et de transit qui pèsent sur la sécurité énergétique de l'Europe;

8. Développer, en étroite coordination avec l'OTAN, une réponse européenne aux interruptions des approvisionnements énergétiques, à la protection des infrastructures énergétiques critiques et à la surveillance des voies de transport dans le but d'identifier les menaces à l'approvisionnement et à l'infrastructure énergétiques en échangeant les informations sur les meilleures pratiques et en soutenant le développement des capacités nécessaires;

9. Suggérer au Conseil OTAN-Russie de se pencher sur les questions spécifiques de sécurité du Grand Nord et de rechercher une solution permettant à la Finlande et à la Suède de participer à leurs réunions;

10. Continuer de s'intéresser à l'application du Traité de Paris de 1920 sur l'accès à Svalbard et à ses ressources naturelles;

11. Améliorer les capacités européennes de stockage du gaz et les connexions intra-européennes des oléoducs et gazoducs pour mieux faire face à une pénurie temporaire des approvisionnements.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 796 (*)

La sicurezza nel Grande Nord

L'ASSEMBLEA,

Sul cambiamento climatico

(i) Allarmata dai risultati dei lavori realizzati dal Gruppo intergovernativo sui cambiamenti climatici (IPCC) che provano chiaramente che globalmente le temperature aumentano, che il nostro consumo energetico sotto forma di carburanti fossili e le emissioni di gas a effetto serra contribuiscono al riscaldamento generale e che la nostra vita quotidiana e quella delle popolazioni che vivono nel Grande Nord sono già colpite da questo aumento delle temperature;

(ii) Convinta che i cambiamenti climatici, chiamati a accelerarsi sempre più, avranno un'influenza crescente sulle cause dei conflitti che minacciano la pace e la sicurezza in un certo numero di regioni del mondo e renderanno più difficile la realizzazione degli obiettivi di sviluppo del Millennio;

(iii) Rassicurata dal fatto che l'attuale crisi circa i cambiamenti climatici avviene in un momento della storia dell'umanità in cui quest'ultima non solo è capace di valutare come il suo comportamento possa avere un'incidenza sul clima generale e di

capire le cause dei cambiamenti climatici, ma è anche sufficientemente avanzata sul piano tecnologico per agire in vista della lotta contro questi cambiamenti al fine di renderli almeno parzialmente reversibili;

(iv) Preso atto che il Grande Nord e la regione artica mostrano segni di riscaldamento accelerato che esigono un'azione concertata da parte di tutti i paesi della regione al fine di raccogliere le sfide e di sfruttare le opportunità che possono essere apportate da temperature più elevate;

(v) Ricordando che la maggior parte della popolazione del Grande Nord, compresi i popoli autoctoni, vivono in territorio russo, ma che il governo russo non ha ancora formulato un concetto politico chiaro sulla regione e sulle sfide ambientali che essa presenta;

(vi) Rallegrandosi che il Grande Nord faccia parte della politica di « Dimensione settentrionale » dell'UE, ma convinta che bisogna tenere maggiormente in considerazione l'importanza dell'Artico per il clima generale;

(vii) Rallegrandosi dell'impegno dell'UE nel procedere verso un'economia a bassa emissione di CO₂, nel promuovere lo sviluppo delle risorse di energia rinnovabile, nel risparmio energetico e nel ridurre le emissioni di gas a effetto serra del 20% entro il 2020;

(*) Approvata dall'Assemblea il 5 giugno 2007, nel corso della 2ª seduta plenaria.

(viii) Richiamando altresì che l'UE contribuisce soltanto per il 15% alle emissioni mondiali di gas a effetto serra e che deve raggiungere i suoi obiettivi se vuole essere sufficientemente credibile nel convincere gli altri a ridurre le loro emissioni;

Sulla sicurezza dell'energia

(ix) Preso atto che l'UE nel suo complesso e i suoi Stati membri dipendono ad un alto livello dalle importazioni di energia sotto forma di carburanti fossili, in particolare del gas, e che alcuni membri sono quasi totalmente dipendenti da un'unica fonte, ricordando contemporaneamente che questa dipendenza ha molte poche possibilità di diminuire in un prossimo futuro;

(x) Rallegrandosi degli sforzi realizzati in vista di diversificare le fonti di energia, di accrescere l'efficienza energetica e di sviluppare le fonti di energia rinnovabile e le connessioni intraeuropee in materia di approvvigionamento, fattore molto incoraggiante;

(xi) Ricordando che le alternative di politica estera e di sicurezza dell'Europa sono limitate dalla sua dipendenza verso alcuni dei suoi fornitori di energia e dei loro vettori di approvvigionamento;

(xii) Sottolineata la necessità di una politica generale dell'energia per l'Europa al fine di migliorare la coerenza degli aspetti interni e esterni della Politica energetica per l'Europa (EPE);

(xiii) Convinta che il Grande Nord sia una delle future regioni fornitrici di energia che deve rimanere una zona di basse tensioni con un elevato livello di stabilità politica e in cui la fiducia reciproca e la cooperazione transfrontaliera possano prosperare;

(xiv) Persuasa che, qualora una crisi colpisca la sicurezza energetica, ci sia una solidarietà europea;

Sulla sicurezza nel Grande Nord

(xv) Preso atto dell'importante programma d'investimento del governo russo volto a modernizzare e rafforzare le sue forze navali e i suoi sistemi di armamenti strategici nella regione al fine di consolidare la sua capacità di proiezione di forze a partire dalla zona in cui dispone dell'unico accesso all'Atlantico libero dai ghiacci;

(xvi) Considerati i risultati di un'analisi dell'Istituto norvegese di ricerca in materia di difesa sulla potenziale capacità, da parte di una tale proiezione di forze, di avere un impatto diretto sull'equilibrio strategico nella regione;

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO MEMBRI ATTUALI O POTENZIALI DELL'UNIONE EUROPEA E DELLA NATO, A:

1. Adottare una vasta strategia di prevenzione dei conflitti che indichi nominalmente i cambiamenti climatici come fattori che inaspriscono le cause dei conflitti come, ad esempio, l'accesso all'acqua, agli alimenti e alle terre arabili, e riconoscere che molti paesi e molte popolazioni, tra cui i popoli autoctoni del Grande Nord, hanno capacità limitate nell'adattarsi a cambiamenti ambientali inevitabili e prevedibili, anche se, a medio termine, l'aumento delle temperature potesse essere arginato;

2. Aumentare la sensibilizzazione verso l'importanza del Grande Nord per il clima mondiale e rafforzare e sostenere le attività di ricerca dedicate alla regione al di là della scadenza dell'anno polare internazionale;

3. Sostenere la Norvegia e gli altri paesi della regione artica facendo sì che il Grande Nord resti una zona di deboli tensioni, aperta alla cooperazione internazionale in materia di ricerca e secondo modalità che permettono un pieno sviluppo del suo potenziale per diventare una

futura regione fornitrice di energia nel quadro di uno sviluppo ambientale sostenibile;

4. Mettere l'accento sulle sfide per la sicurezza e l'ambiente del Grande Nord realizzando la Dimensione settentrionale dell'UE e perseguendo lo sviluppo del partenariato strategico con la Russia;

5. Promuovere le discussioni sulle questioni di sicurezza del Grande Nord nel quadro dei forum multilaterali regionali esistenti, in particolare in quelli a cui prende parte la Russia;

6. Includere gli aspetti esterni della politica energetica e il ruolo del Grande Nord nella formulazione della Politica energetica per l'Europa (EPE) così com'è proposta dal Consiglio europeo nel marzo 2007;

7. Incaricare il Comitato politico e di sicurezza dell'UE (CPS) e l'Alto Rappresentante così come il Centro di situazione di elaborare analisi dei rischi e delle minacce tenendo conto delle evoluzioni nei paesi fornitori e di transito che gravano sulla sicurezza energetica dell'Europa;

8. Sviluppare, in stretta coordinazione con la NATO, una risposta europea alle interruzioni degli approvvigionamenti energetici, alla protezione delle infrastrutture energetiche critiche e al controllo delle vie di trasporto al fine di identificare le minacce all'approvvigionamento e all'infrastruttura energetici scambiando le informazioni sulle pratiche migliori e sostenendo lo sviluppo delle capacità necessarie;

9. Sugerire al Consiglio NATO-Russia di dedicarsi alle questioni specifiche di sicurezza del Grande Nord e di cercare una soluzione che permetta alla Finlandia e alla Svezia di partecipare alle loro riunioni;

10. Continuare ad interessarsi all'applicazione del Trattato di Parigi del 1920 sull'accesso a Svalbard e alle sue risorse naturali;

11. Migliorare le capacità europee di stoccaggio del gas e le connessioni intraeuropee degli oleodotti e gasdotti per far fronte in modo migliore ad una scarsità temporanea degli approvvigionamenti.